



Juillet 2026

Histoire d'une conquête, enjeu de lutte et perspective d'émancipation



LA SÉCURITÉ SOCIALE

HISTOIRE D'UNE CONQUÊTE, ENJEU DE
LUTTE ET PERSPECTIVE D'ÉMANCIPATION

Table des matières

Introduction	5
1. La difficile création de la sécurité sociale	6
2. Les piliers du système de Sécurité Sociale à la française, aujourd'hui en péril	8
3. Un saccage	11
4. Est-il trop tard ?	14
5. Contre la culture de la résignation : There Is An Alternative	15
6. La Sécurité sociale que nous voulons	16
7. Il est indispensable de partir à la conquête de nouveaux droits !	20
8. La vraie histoire d'une belle histoire	23
9. L'Alimentation, un droit politique	24
10. Extension du domaine de la lutte : et le salaire ?	27
11. De l'indispensable conscientisation...le carburant de nos luttes	29

Cette brochure est une réédition actualisée de la brochure n°26 écrite par David Garcia, co-éditée par l'Association Nationale des Communistes (ANC) et le Cercle Manouchian, en septembre 2023.

Introduction

Après bientôt 10 ans de macronisme, le caractère néfaste du projet libéral autoritaire, entièrement tourné vers l'augmentation des privilèges des plus riches au détriment de la santé des travailleurs et travailleuses de ce pays, n'est plus à prouver. Ce projet d'autant plus inutile qu'il intervient dans un des pays les plus riches du monde, où le PIB double tous les 40 ans, et où le monde du travail aura de plus en plus d'argent pour payer ses retraites...si le système mis en place à la Libération est préservé et adapté aux conditions de notre temps.

Face à ce projet il convient d'opposer une autre logique et d'autres propositions. L'URC entend contribuer au débat public national sur celles-ci.

1. La difficile création de la sécurité sociale

Pour ce faire, il n'est pas inutile de revenir sur les conditions, en 1945, de la création de la sécurité sociale « à la française », c'est-à-dire plus précisément du Régime Général de Sécurité Sociale. Car de multiples organismes de protection sociale existaient avant le Régime Général : entre 1200 et 1500 selon comment on les compte. Tenus pour un tiers par le patronat, pour un autre tiers par l'État bourgeois (et concernant principalement les fonctionnaires) et pour le dernier tiers par la Mutualité ouvrière. Avec, à l'intérieur de celle-ci, des disparités très fortes, entre Caisses de Secours toujours issues du monde ouvrier, et mutuelles notabilisées, voire noyautées par un exécutif craignant qu'elles ne servent de caisses de grève ou de point d'appui pour les luttes sociales.

Fruit d'une âpre lutte, le système original créé dans l'immédiat après-guerre diffère de ce qui était en cours dans les pays capitalistes, où la notion même de protection sociale solidaire obligatoire n'existait pas, mais aussi de ce qui se faisait dans les pays "du bloc de l'Est", où c'est l'État qui garantissait et avait en charge tout à la fois la santé et la protection sociale.

Sous l'impulsion d'Ambroise Croizat et de la CGT, sans laquelle la mise en place de la sécu n'aurait pas pu se faire, la France va se fixer l'objectif de bâtir un système de protection sociale universelle unique au monde. Unique par le mode de financement et par le mode de gestion.

Le mode de financement partait d'une conception simple : la rémunération du travail humain devait inclure tous les éléments de la protection sociale, la santé, la famille, l'accident du travail, la maladie professionnelle, la vieillesse, le chômage. Il fallait donc scinder le salaire en deux : une partie individuelle que le salarié percevait chaque mois et une partie collective gérée en commun dans des caisses de Sécurité Sociale, et perçue via la cotisation sociale¹.

Une conception qui s'est forgée contre tous : bourgeoisie, patronat, gouvernement, tous étaient vent debout contre le Régime Général porté par Croizat et la CGT. Il fallut dix bons mois entre la promulgation des ordon-

1 « Histoire et enjeu de la Sécurité sociale et des cotisations », Les Amis du Monde diplomatique, consulté le 28 juin 2026, <https://www.amis.monde-diplomatique.fr/Histoire-et-enjeu-de-la-securite-sociale-et-des-cotisations.html>.

nances du 4 octobre 1945, et les élections dans les Conseils d'Administration des Caisses en Juillet 1946, dix mois de bataille acharnée pour les 4 millions de militants de la CGT, pour préempter les locaux (en pleine pénurie de logements suite à la guerre), former les camarades futurs administrateurs, et faire fi des très nombreux obstacles dressés sur la route des camarades, par le patronat et la bourgeoisie coalisés contre cette hérésie qui prétendait socialiser la valeur produite, au service de tous et non plus de quelques-uns.

Le patronat s'empressait de crier au sacrilège, alors même qu'il avait bénéficié d'une trop grande clémence quand nombre de ses représentants s'étaient montré aux mieux complaisants, au pire franchement collaborationnistes durant la guerre².

L'État ne fut pas en reste, s'il fit quelques exemples (Renault, etc.) cela s'arrêta là, et ces messieurs du grand monde purent aller se répandre dans la presse, contre Croizat et « ces fous de communistes qui allaient ruiner le pays ». La suite on la connaît : sur 1200 caisses, 700 furent prises et intégrées dans le Régime Général - qui du coup ne le fut jamais vraiment, car il fut avant tout le fruit d'un compromis que la CGT dut concéder face à l'adversité.

Les taux de cotisation à l'intérieur de ces caisses furent unifiés : finie l'individualisation en matière de prestations dont le patronat raffole car elle permet à la fois de mettre en concurrence les travailleurs, tout en faisant reposer la rémunération sur l'idéologie mensongère du mérite qu'ils mettent à toutes les sauces, pour de justifier l'exploitation qui caractérise leur système par la logique toute libérale du « tous contre tous » ...

On doit à la vérité de dire que jamais le patronat n'a accepté cette création et, dès sa naissance, la sécurité sociale a été la cible des attaques du capital. Citons la création de l'AGIRRC dès 1947, institution paritaire, à l'initiative de syndicats de cadres réformistes comme de la CGC, au motif que le plafond de cotisation faisait « perdre » des sommes considérables aux cadres qui gagnaient plus que les ouvriers³. Mais le 21 août 1967 fut le signal de la première plus grosse attaque contre la gestion ouvrière. Alors que durant 21 ans (puisque'elle était majoritaire dans le pays et donc dans les conseils

2 Armand Colin, « Y a-t-il eu épuration en France à la fin de Seconde Guerre mondiale ? Par Annie Lacroix-Riz », vidéo YouTube, 4:26, 2019, <https://www.youtube.com/watch?v=Gq4kM26VETw>.

3 « Agirc-Arrco », Wikipédia, dernière modification le 28 juin 2026, <https://fr.wikipedia.org/wiki/Agirc-Arrco>.

d'administration élus), la gestion ouvrière menée par la CGT avait gardé les comptes à l'équilibre, les ordonnances du 21 août 1967 mirent fin à cette gestion ouvrière en supprimant les élections et imposant le paritarisme qui allait de fait donner la gestion au patronat et à FO, le syndicat créé avec l'argent de la CIA 20 ans plus tôt. Ce fut d'ailleurs un des éléments déclencheurs des luttes de mai 1968⁴. Et le début d'une longue série d'attaques et de grignotage de ce conquis social inédit...

2. Les piliers du système de Sécurité Sociale à la française, aujourd'hui en péril

La cotisation sociale, le premier pilier du système, permet en effet de socialiser la valeur produite, c'est-à-dire de « mettre au pot commun » cette part du salaire que le patron voudrait bien garder dans sa poche, pour le bénéfice de tous, afin que, comme le dit l'adage, « chacun cotise selon ses moyens, et reçoit selon ses besoins ». Les diverses lois mises en place par des gouvernements réactionnaires, libéraux ou sociaux-démocrates aux manettes depuis plus de 60 ans, ont contribué, au fil des décennies, à démolir ce premier pilier garant de l'indépendance de la Sécu vis-à-vis d'un Etat toujours plus gestionnaire et près de ses sous - qui sont en fait les nôtres et pas les siens, ni ceux du patronat.

Car oui, l'esprit du Régime Général de Sécurité Sociale, c'est bien de répondre aux besoins collectifs, et de le faire grâce une gestion ouvrière des Caisses de Sécurité Sociale. Rien à voir avec la vision patronale (et de ses alliés gouvernementaux, qu'ils soient de droite ou « socialistes »), qui n'a que la gestion comptable à la bouche.

De ce point de vue l'année 2019, avant même la pandémie de COVID, a été un tournant funeste pour l'Assurance maladie : c'est à partir de cette année que la part des cotisations sociales dans le financement de la branche maladie de la Sécurité Sociale (la plus importante car celle qui concentre le plus les dépenses) est passée sous la barre des 50.2%⁵, au profit de la CSG,

4 « Mouvement de 1967 contre les ordonnances sur la Sécurité sociale », Wikipédia, dernière modification le 28 juin 2026, https://fr.wikipedia.org/wiki/Mouvement_de_1967_contre_les_ordonnances_sur_la_s%C3%A9curit%C3%A9_sociale.

5 Direction de la Sécurité sociale, Chiffres clés 2020 (Édition 2019), Ministère des Solidarités et de la Santé, 2019, <https://www.securitesociale.fr/files/live/sites/SSFR/files/>

donc de l'impôt. Et qui dit financement par l'impôt, dit contrôle par l'Etat, avec tout ce que cela implique. Ce basculement a été rendu possible par les lois Macron de 2019, qui ont transformé le CICE en exonérations de cotisations sociales patronales pérennes, pour plusieurs dizaines de milliards par an. Mais la gestion ouvrière des caisses de Sécu avait échappé à la CGT bien auparavant, dès 1967 avec l'introduction de la parité dans les Conseils d'Administration des Caisses de Sécu (ce qui permit aux patrons de s'allier avec les syndicats réformistes contre la CGT dans les Conseils d'Administration des Caisses), et en 1995, avec les Lois Juppé instaurant des objectifs chiffrés de dépenses, objectifs désormais votés par les députés au Parlement - via le PLFSS, donc par 49.3 la plupart du temps⁶ -, et plus aux mains des administrateurs des Caisses...

Tout ceci traduit donc clairement une chose : le premier danger qui menace clairement notre Sécurité Sociale, c'est avant tout l'étatisation, et non pas la privatisation, comme on l'entend souvent. Alors bien sûr les intérêts privés sont toujours en embuscade - pensez donc, 800 milliards d'euros c'est un marché qui fait rêver n'importe quel rapace -, mais le danger le plus immédiat, c'est bien une transformation du système à la sauce anglaise, plutôt qu'américaine : d'un côté sera gérée par l'Etat une couverture a minima, avec des « risques » qui sont aujourd'hui considérés comme non rentables (Aide médicale d'Etat et couverture minimale pour les plus précaires, allocations et autres miettes permettant de survivre plutôt que de vivre, voire consultations de bas niveau chez les médecins...) et de l'autre basculeront dans le privé, chez les assurances et les fonds de pensions, les prestations à forte valeur ajoutée : Accidents du Travail, Maladies Professionnelles, indemnités journalières, pensions de retraite ...

On le voit, le premier pilier est aujourd'hui sérieusement lézardé, et le gouvernement libéral d'Emmanuel Macron ne reculera devant rien pour parachever l'œuvre funeste que ses prédécesseurs ont entamée. Parce qu'à la clé, il y a juste la perte d'indépendance des Caisses de Sécurité Sociale, et leur mise à disposition d'objectifs comptables déconnectés des besoins de

medias/DSS/2020/CHIFFRES%20CLES%202020%20ED2019.pdf.

6 « Loi de financement de la Sécurité sociale », Wikipédia, dernière modification le 28 juin 2026, https://fr.wikipedia.org/wiki/Loi_de_financement_de_la_S%C3%A9curit%C3%A9_sociale.

la population, dans l'objectif inavouable et inavoué de livrer de larges pans du très juteux marché de protection sociale aux rapaces de la finance.

Parlons maintenant du deuxième pilier du système, le conventionnement : en optant pour ce mécanisme, qui permet de passer un contrat de nature juridique avec les médecins libéraux, les fondateurs du Régime Général de Sécurité Sociale ont tordu le bras du secteur sans violence, mais avec force. En effet, pour ne pas voir échapper un marché qui leur garantissait une patientèle captive, les médecins, d'abord farouchement opposés au système, y adhéreront en masse, au fur et à mesure de l'effet d'entraînement positif qu'il produisait, et qu'ils pouvaient constater chez leurs collègues qui avaient osé sauter le pas.

Car en échange de l'adhésion à ce conventionnement, les avantages pour les médecins comme pour les patients sont conséquents : patientèle garantie, aides à l'installation et protection sociale complète pour les premiers, qualité des soins et prix contenus pour les seconds. Encore faut-il que là aussi, le conventionnement soit contrôlé, et non plus dénaturé comme cela a hélas été le cas au fur et à mesure des lois et décrets successifs, sans parler de la pression des syndicats de médecins libéraux qui deviennent de plus en plus puissants...

Qui sait en France que la totalité des ministres en charge de la Sécu après Ambroise Croizat, sont en effet issus du monde médical, ou qui pire encore, ont des liens d'intérêts très étroits avec les puissances d'argent gravitent autour (Laboratoires, compagnies pharmaceutiques...) ? Et qui sait également que les syndicats de médecins libéraux ont aujourd'hui le droit de revenir sur le conventionnement après que celui-ci a été signé entre leurs représentants et ceux du ministère de la santé, via une clause de revoyure⁷ ? A notre connaissance, un tel privilège n'existe qu'ici et nulle part ailleurs : songez, c'est un peu comme si vous signiez un contrat de travail avec votre futur employeur, et que quelques temps après vous ayez le droit de barrer les clauses qui ne vous conviendraient pas, et que ce contrat ait toujours valeur juridique d'engagement...

7 Union nationale des caisses d'assurance maladie, Convention médicale 2024, version finale, par. 4, https://www.fmfpro.org/IMG/pdf/Convention_medicale_2024_VF.pdf.

3. Un saccage

Toutes ces dérives, ne craignons pas le dire, ne se sont pas faites en un jour : elles sont avant tout le fruit d'un lent processus de désagrégation de la culture de notre classe, la classe ouvrière, processus qui a abouti à une dépolitisation toujours plus poussée, puis à une atomisation du salariat. Et le Régime Général de Sécurité Sociale, le chef-d'œuvre de la conquête ouvrière, notre chef-d'œuvre, nous est progressivement affaibli, subtilisé, transformé, volé...sans que la majorité d'entre nous ne s'en rende même compte...avant qu'il ne soit hélas trop tard.

Aujourd'hui, le mal est fait : l'Hôpital Public - qui avait pu se construire et grandement se développer grâce à une partie de la cotisation sociale affectée à son financement - est en perdition totale. On ne compte plus les services d'urgence qui sont obligés de fermer durant les week-ends, les vacances ou pire encore, qui « stockent » des patients dans les couloirs des heures durant, parfois hélas jusqu'à ce que le pire se produise et qu'un patient décède faute de prise en charge ou de soins. On compte en moyenne 2400 décès supplémentaires évitables par an depuis 2019 aux urgences de l'hôpital public, des décès pudiquement appelés « EIGS »¹ par l'Etat. Un acronyme comme les gestionnaires capitalistes en ont le secret, destiné à invisibiliser la politique criminelle du gouvernement⁸. D'ailleurs il est à noter qu'avant l'épisode COVID déjà, l'espérance de vie commençait à reculer en France, une première historique depuis plus de soixante ans. Il nous faut aussi parler des maternités fermées pour cause de « non-rentabilité », ce qui conduit également à des drames. Qui se souvient de cette femme qui a accouché sur une route perdue de la Drôme, à des heures de la moindre maternité, parce que l'année d'avant la ministre macroniste qui était venue fermer la maternité de Die, fermeture contre laquelle toute la population s'était courageusement battue, avait promis « un hélicoptère pour les cas urgents » ? Or à part pour exfiltrer la ministre, l'hélicoptère n'est jamais venu, et cette femme a perdu son enfant en tentant d'accoucher sur le siège arrière, perdue au milieu d'une route de campagne...et cette histoire n'est hélas, pas isolée.

8 Ministère de la Santé et de la Prévention, « Événements indésirables graves associés aux soins en établissement de santé », Santé.gouv.fr, mis à jour le 28 juin 2026, <https://sante.gouv.fr/soins-et-maladies/qualite-securite-et-pertinence-des-soins/securite-des-prises-en-charge/securite-des-soins-et-des-patients/article/evenements-indesirables-graves-associes-aux-soins-en-etablissement-de-sante>.

Au niveau des Caisses de Sécurité Sociale, que ce soit l'Assurance maladie, la Caisse d'Allocations Familiales ou encore les Caisses de Retraite, toutes voient leurs structures et leurs accueils fondre comme neige au soleil. Depuis une vingtaine d'années maintenant, les gouvernements successifs sont engagés dans la fuite en avant vers la fumeuse transition numérique, qui implique de « faire faire par l'assuré » les tâches qui auparavant, étaient réalisées par un agent professionnel qualifié, et qui avait à cœur de remplir sa mission de Service Public. Ces politiques sont aujourd'hui menées avec constance et zèle par tous les directeurs d'organismes publics ou parapublics, que ce soit dans les Caisses de Sécu comme dans les Hôpitaux, et ce à marche forcée.

Mais qui se soucie réellement des impacts de cette transformation brutale et d'essence purement technocratique, sur les 13 millions de personnes (chiffre INSEE) qui sont en situation de vulnérabilité face à de tels changements ? Les crânes d'œufs déconnectés qui sont les auteurs de ce saccage parlent d'illectronisme, et c'est plus de 15% de la population⁹ qui en 2021 n'arrive pas à faire les démarches via internet, soit pour cause de barrière sociale (difficultés avec la langue, ou avec l'informatique, ou avec les deux) ou économique (pas d'ordinateur, pas d'internet...).

Et face à ce constat d'abandon massif de la population, le gouvernement propose une nouvelle dose de poison dissimulée dans une bouteille de médicament : les maisons « France-Service », de petites structures associatives payées sur les fonds communaux ou départementaux, et employant quelques contrats précaires, qui sont censés aider les usagers dans tous les endroits où plus aucun Service Public digne de ce nom ne subsiste. Un petit local de quelques mètres carrés au rabais, deux CDD ou SNU précaires en vitrine, quelques ordinateurs, une boîte aux lettres... et tout ceci est censé remplacer à terme un accueil de Sécu, un Centre des Impôts, une CAF, une Caisse de Retraite, voire une Poste... Vous ne rêvez pas, c'est bien tout ce que Macron a trouvé à pondre après les gilets jaunes, et après leurs incessantes -et justifiées- demandes de Services Publics.

Nous pourrions également parler des déremboursements massifs, qui voient chaque mois plusieurs médicaments (entre 5 et 20) ne plus être rem-

9 Institut national de la statistique et des études économiques (Insee), « La protection sociale en France », Insee Références, mis à jour le 28 juin 2026, <https://www.insee.fr/fr/statistiques/4241397>.

boursés par l'Assurance maladie, pour cause de soi-disant « Service médical non rendu », ce qui conduit ici aussi les assurés sociaux à renoncer aux soins, mais voit aussi un double mécanisme funeste se mettre en place.

Car ces remboursements interviennent bien sûr en conjonction avec la loi Hollande de 2015, votée par le gouvernement « socialiste » aux commandes à l'époque, qui généralisait de manière obligatoire les mutuelles complémentaires à tous les salariés. Ce qui conduit ici aussi, à un transfert de charges toujours plus prononcé entre l'Assurance maladie et les mutuelles, qu'elles soient de vraies mutuelles (c'est-à-dire sans but lucratif) ou de type assurantiel, comme c'est aujourd'hui le cas pour près de la moitié d'entre elles. Ce qui conduit aujourd'hui de très nombreuses Mutuelles issues de la Mutualité Ouvrière au bord de la faillite, à se faire racheter par le secteur assurantiel¹⁰.

Et pour finir, le tableau ne serait pas complet sans parler des pénuries de médicaments qui s'abattent désormais sur le pays : que ce soit pour des traitements « de confort » (antidouleurs), urgents (avortement) voire vitaux (anticancéreux), notre pays est aujourd'hui confronté à une situation inenvisageable il y a seulement quelques années. Une étude¹¹ menée par des associations de défense des droits des malades révèle ainsi qu'en 2023, la pénurie de médicaments touche ou a touché 37% des Français, soit plus d'un sur trois. Ceci a même conduit le Parlement Européen, noyauté par les lobbies pharmaceutiques, à tenter de légiférer sur la question récemment¹². Et bien sûr, les grosses compagnies pharmaceutiques responsables de cette situation, à force de délocalisations et autres coupes sombres dans la recherche concernant les traitements considérés comme non rentables, ne sont toujours pas inquiétées, et ne voient aujourd'hui aucun inconvénient à appeler elles aussi l'État à la rescousse, en réclamant leur part de l'argent du contribuable, pour renflouer leurs caisses et (éventuellement) reprendre un semblant de produc-

10 « Actualités Miel Mutuelle : fusions, rachats et évolution des offres », Resilier.com, mis à jour le 28 juin 2026, <https://www.resilier.com/guides/assurances/actu-miel-mutuelle>.

11 France Assos Santé, « Pénuries de médicaments : dernière occasion d'agir pour le gouvernement », communiqué de presse, 22 novembre 2022, https://france-assos-sante.org/communiqu%C3%A9_presse/penuries-de-medicaments-derniere-occasion-dagir-pour-le-gouvernement/.

12 « Tout comprendre à la loi européenne contre les pénuries de médicaments », France-Jeunes.net, mis à jour le 28 juin 2026, <https://france-jeunes.net/sante/tout-comprendre-loi-europeenne-contre-penuries-medicaments/>.

tion dans le pays ! Sans aucune garantie bien sûr, autre que celles d'augmenter les prix de ce qui est encore disponible en pharmacie si leurs demandes d'aides fiscales n'était pas satisfaite...

On le voit, on le pressent, on le réalise : à moins d'un vigoureux et énergique STOP !, stop qui pourrait prendre la forme d'un sursaut politique et citoyen, les politiques de casse pourraient bientôt arriver rapidement à leur terme. Et avoir la peau du malade ...

4. Est-il trop tard ?

Le mal est donc profond, et la maladie à un stade avancé... mais il est hors de question d'abandonner le malade à son triste sort sans combattre. D'autant plus que la lutte contre la réforme des retraites, hors normes par son ampleur et sa durée - sans parler du fait qu'elle n'est certainement pas finie - fournit aujourd'hui un formidable point d'appui pour reconquérir ce que notre classe est en train de perdre. Un formidable tremplin pour repolitiser le débat, et redonner à notre classe cette culture commune dont le Régime Général de Sécurité Sociale est un des plus beaux fleurons.

Mais comment faire ?

La recette toute faite n'existe pas, de même que la solution instantanée, toute prête, ou l'homme/la femme providentiel qui nous sauverait aux prochaines élections... Reconquérir cette culture ouvrière commune, c'est s'attacher d'abord à ce que font de multiples organisations, comme l'URC qui œuvrent, partout dans le pays et à l'extérieur des frontières, pour l'éducation populaire, l'éducation ouvrière, la politisation, la culture militante, sous toutes ses formes, dans les quartiers populaires comme auprès des couches moins défavorisées de la classe ouvrière.

Il faut d'abord bien savoir poser le diagnostic - ce que nous avons tenté de faire dans la première partie de cette brochure - avant de prescrire le traitement adéquat.

Le diagnostic étant posé, nous savons ce qu'il nous reste à faire : adopter un ensemble de propositions, couvrant tous les aspects du champ de la protection sociale, tous les aspects des aléas de la vie comme le disait Ambroise Croizat, et ce afin de supprimer, de nouveau, la peur du lendemain. Cet ensemble de propositions de nature politique doit se reposer sur une vision d'ensemble de la société, au même titre que ce que firent les camarades en

1946, au lendemain de la terrible guerre qui avait décimé la jeunesse européenne et vu le fascisme presque l'emporter sur les idéaux de progrès et de paix.

Cette vision de la société tient en une phrase : il faut répondre aux besoins de la population. Il va falloir abandonner la gestion comptable, technocratique et pour tout dire absolument déconnectée du réel qui est celle mise en œuvre dans les administrations françaises et européennes aujourd'hui.

5. Contre la culture de la résignation : There Is An Alternative

C'est bien le maître-mot du camp de la bourgeoisie, un camp incarné à merveille par son plus grand serviteur : l'actuel président. Un individu élu par moins d'un français sur cinq, et qui désormais ne peut plus sortir sans une escorte de plusieurs centaines de gardes du corps et autres CRS, et qui se voit traqué partout, lui et ses ministres, par la colère populaire. Macron et ses sbires ont distillé partout le poison de la résignation, poison qu'ils ont érigé en méthode de gouvernement. D'abord, utiliser tous les artifices d'une république conçue pour les desideratas d'un seul homme, et lui offrant des pouvoirs dont aucun autre chef d'état au monde ne peut se prévaloir, pour faire passer des lois toujours plus iniques, et destinées à organiser le transfert des richesses du bas vers le haut. Ensuite, quand la contestation populaire devient trop forte, réprimer, terroriser, mutiler, emprisonner, bâillonner, grâce à un appareil policier et judiciaire ultra répressif que ne renierait pas un Pinochet ou un Franco. Une fois la contestation matée - ou épuisée -, passer à la réforme (c'est-à-dire la destruction) suivante.

Comment le camp social pourrait-il résister à ce rouleau compresseur ?

L'exemple de la lutte contre la contre-réforme des retraites ne peut que nous inspirer : cette lutte bien que soldée par un échec a prouvé l'attachement de l'immense majorité de la population à notre héritage social. L'entêtement du pouvoir et ses coups de forces répétés suscitent partout la colère et la désapprobation. Il revient donc à nous, militants, de politiser et d'orienter les contestations pour leur fournir un débouché politique crédible. Il nous faut aujourd'hui faire fructifier ce sentiment qui couve partout, pour le transformer en mobilisation. Car bien que cette séquence ait vu les cortèges,

et les manifestations les plus grosses depuis plus de cinquante ans dans ce pays, force est de constater que face à un individu tel que Macron aux commandes, cela n'a pas suffi. Le pays n'a pas été bloqué, les grèves n'ont pas fait basculer la situation au point d'incandescence qui aurait obligé le pouvoir à capituler. Bien sûr nous ne pourrions économiser ici la critique de la stratégie de l'intersyndicale, qui a été incapable d'initier le rapport de force nécessaire pour réellement gagner. Mais c'est bien au-delà de cette simple critique qu'il faut que nous nous regardions en face, nous, les militants. 75% de la population totale contre la réforme durant des mois, 94% de la population active contre également, et même 60% qui souhaitaient que le mouvement se durcisse, et ce sur plusieurs mois, au cœur même de la bataille... Pourquoi n'avons-nous pas pu transformer cet essai qui nous tendait les bras ?

On le sait les sondages ne veulent pas tout dire, mais quand même : il y a aussi un fait éloquent qui a été vite oublié par notre camp... la majorité des sondés estimaient également que la réforme passerait malgré tout. Ce qui veut dire que la résignation, le fatalisme, avaient déjà conquis les cœurs. Et c'est ici, sur ce point même, qu'il est absolument indispensable pour le camp social de marquer des points. Transformer l'essai passera manifestement par détruire le fameux « There Is No Alternative » que nous suggèrent tous les possédants depuis des décennies, et dont Macron et son monde sont le couronnement.

Il existe bien une alternative au modèle qui détruit les hommes et la planète, qui détruit le vivant, bousille le climat, et marchandisera bientôt jusqu'à l'air (empoisonné) que nous respirons, si on le laisse faire.

6. La Sécurité sociale que nous voulons

La Santé n'est pas une marchandise : c'est un droit politique.

Il faudrait d'ailleurs parler de droit aux soins, plutôt que de Santé uniquement, cette dernière représentant plus un idéal, très souvent inatteignable au vu de la diversité des conditions de vie et d'existence.

En posant le droit aux soins comme un préalable, nous partons du principe, réaffirmé en droite ligne depuis les fondateurs du Régime Général de Sécurité Sociale de 1946, que nous sommes tous et toutes des travailleurs, que nous soyons jeunes, vieux, actifs, retraités, privés d'emploi ou dans l'incapacité de produire pour la machine capitaliste.

Le droit aux soins et à la Santé est un droit consubstantiel de tous les autres droits fondamentaux des travailleurs : se nourrir, se loger, se transporter, vivre en sécurité... Et le travailleur, c'est celui ou celle qui, dès sa majorité, devient un citoyen en capacité de décider de sa participation à la création de valeur économique dans la société, que celle-ci soit chiffrable et quantifiable, comme adorent le dire sur tous les tons les capitalistes, ou pas.

Le 100% Sécu : reconquérir, et étendre une protection sociale de haut niveau

Ce droit aux soins va donc se matérialiser par une reconquête de la Sécu originelle, mais pas que : il verra aussi son extension à d'autres besoins de la population aujourd'hui, des besoins vitaux, mais encore une fois laissés aux mains des rapaces du marché, qui en ont fait un business juteux, au bénéfice de quelques privilégiés qui peuvent se le permettre, et certainement pas dans le but de répondre aux besoins de la population.

Dans la perspective de reconquête de notre Régime Général de Sécurité Sociale originel, nous pourrions donc nous baser sur ce que la Fédération Nationale CGT des Personnels des Organismes Sociaux (FNPOS) pose dès aujourd'hui comme une revendication majeure : le 100% Sécu.

Concrètement, c'est quoi le 100% Sécu ?

C'est d'abord revenir aux fondamentaux, tels que portés par ses créateurs à l'origine.

Unicité : C'est une institution unique qui doit couvrir l'ensemble des aléas sociaux, que sont maladie, vieillesse, perte d'emploi, décès, invalidité, accidents du travail... Sur ce point de l'unicité nous rappelions en juin 20185 que l'objectif du CNR était de créer un régime unique de retraite. Il s'agit de mettre fin au morcellement, unifier par le haut les 42 régimes et mettre en avant la nécessité de la création d'un régime unique et universel de haut niveau. Ne pas le faire conduit les professions à agir en ordre dispersé, chacune pour son régime au risque d'apparaître comme campées dans un repli sur soi égoïste, voire ce qui est faux, de creuser le fameux « trou » de la sécu... Ne pas se battre pour l'unicité c'est désarmer les travailleurs et les priver de la solidarité interprofessionnelle.

Nous disions alors « les pouvoirs successifs aux ordres du capitalisme et de l'UE ultra libérale ont intelligemment procédé par étapes, attaquant en premier le régime général en rallongeant la durée de cotisations et repous-

sant l'âge de départ, puis ils ont progressivement aligné les autres régimes sur le régime général sans que cela suscite une large lutte unitaire chacun se croyant à l'abri d'une destruction pourtant prévisible, et ce sont successivement, le régime des fonctionnaires, le RSI, celui de la SNCF une première fois et une nouvelle fois aujourd'hui qui ont été concernés par cette entreprise de démolition en attendant que tous les régimes spéciaux y passent avec la retraite « universelle » Macron. »

La CGT remet en avant les objectifs du CNR et revendique haut et fort la création d'un régime unique et universel de haut niveau financé par des cotisations assises sur les revenus du travail, toutes professions et activités professionnelles confondues. Face à la politique de Macron, seul le « tous ensemble » peut le faire céder et permettre des victoires, or le régime de retraite unique est un thème fédérateur qui doit permettre de réaliser ce « tous ensemble »

Universalité : La couverture doit être étendue à tous les citoyens. L'individualisation des situations est, idéologiquement et matériellement, le cheval de bataille des libéraux et de tous les réformistes qui veulent ouvrir la protection sociale au dieu « Marché ».

Solidarité : Solidarité intergénérationnelle, solidarité bien-portants / malades ou en perte d'autonomie, financée par les richesses créées par le travail.

Démocratie ouvrière : La gestion des budgets doit être l'œuvre des assurés eux-mêmes (où à travers ses représentants que sont les syndicats). Ceci passe par une abrogation de la Loi instaurant le PLFSS, et un retour aux Conseils d'Administration de plein exercice, avec élection des représentants des assurés sociaux et des directeurs des Caisses par les assurés sociaux eux-mêmes, comme cela était en vigueur de 1946 à 1967.

Pour autant, la Sécurité sociale n'a jamais été unique puisque l'assurance chômage en a été exclue, ni universelle car elle ne couvrait pas l'ensemble de la population. De plus, elle n'a jamais été non plus à proprement parler à 100 % mais l'objectif des fondateurs était bel et bien de l'atteindre grâce au salaire socialisé, clef de voûte du financement de ce système. Les cotisations sociales en étaient le socle, et, devant l'opposition d'une très grande partie de la classe politique alliée au patronat, il fallut faire des compromis pour mettre en œuvre ce qui pouvait l'être, vu l'urgence de la situation sociale et économique.

Nous devons donc nous réapproprier le sens des mots et parler de salaire socialisé, qui structure notre système de protection sociale. Le rôle des « politiques » institutionnels, des représentants patronaux et des soi-disant « économistes médiatiques » est de rendre confus ce qui n'apparaît que trop clairement. Nous entendons bien plus souvent parler, à ce propos, de « charges » pour les entreprises et de « prélèvements obligatoires » sur les salaires, alors qu'il s'agit en réalité de cotisations qui viennent alimenter une caisse commune qui permet de verser à chacun ce dont il a besoin, au moment où il en a besoin : le salaire différé.

Il est d'ailleurs éloquent que pour répondre aux problématiques de ce fameux « pouvoir d'achat », le gouvernement macron favorise fortement les suppressions de cotisations sociales ainsi que l'octroi de primes, sur lesquelles rien n'est cotisé... Ce qui revient à vous donner de la main gauche ce qu'on vient de vous prendre dans la poche avec la main droite.

L'orientation, du 11ème congrès Fédéral de la FNPOS CGT, est très claire¹³ : il s'agit de se conformer de nouveau à l'objectif que « chacun cotise selon ses moyens et reçoit selon ses besoins afin de ne pas avoir à souffrir les angoisses du lendemain et pour que reflleurissent les jours heureux ».

Ces orientations réaffirment également un préalable indispensable : la Santé, et plus largement les besoins sociaux, ne sont pas une marchandise.

La Fédération Nationale CGT des Personnels des Organismes Sociaux propose ainsi sur ces bases le droit à une Sécurité sociale à 100 % pour la Santé, la Famille, l'Emploi, la Retraite et la Perte d'Autonomie : tous aléas et évolutions de la vie (et non pas « risques », qui est un terme assurantiel introduit par les gaullistes ennemis du Régime Général) qui peuvent induire une perte de revenus, une charge pour le ménage, ou une rupture avec le marché de l'emploi.

Selon les camarades de la CGT FNPOS donc, la Sécurité Sociale doit être renforcée, puisqu'on voit l'apparition de nouvelles revendications, concernant les aléas que sont aujourd'hui la perte d'Emploi et la perte d'Autonomie.

Bien sûr tout ceci impose une nouvelle redistribution des richesses produites : au lieu de favoriser un ruissellement qui n'existe que dans l'esprit

13 Fédération des Organismes Sociaux CGT, « Enjeux : 100% Sécu », Orgasociaux.cgt.fr, mis à jour le 28 juin 2026, <https://orgasociaux.cgt.fr/enjeux/100-secu/>.

tordu des macronistes, il est indispensable dès aujourd'hui de stopper l'hémorragie que constituent les exonérations massives de cotisations sociales (plusieurs dizaines de milliards par an rappelons-le, 88,9 milliards d'euros rien que pour l'année 2024), sans aucune contrepartie en termes d'emploi et de conditions de travail, car ça n'en était bien sûr pas le but. Il faut donc prioritairement abroger les lois Macron de 2017 et 2019, ainsi que la Loi Fillon de 2003, qui a instauré une trappe à bas salaires en plus d'assécher les budgets des caisses, en exonérant de cotisations tout employeur qui paie un salaire inférieur à 1,6 SMIC...

Mais ne pourrait-on pas, au vu de la situation sociale actuelle, aller encore plus loin ?

7. Il est indispensable de partir à la conquête de nouveaux droits !

La vision des fondateurs de la Sécu, c'était avant tout une conception politique de la société, totalement opposée à celle de la classe des exploiters capitalistes. Car répondre aux besoins suppose de faire d'autres choix de société que ceux faits depuis des décennies par la classe dirigeante inféodée au capital, qu'elle soit de droite revendiquée et assumée, ou qu'elle se prétende « de gauche », ou mieux encore, « ni de droite ni de gauche ».

Ne nous leurrons pas : les faits parlent d'eux-mêmes. Quand le gouvernement Hollande fait passer contre l'avis des travailleurs, et de la majorité de la population, la loi El Khomri, il offre un cadeau aux patrons, mais surtout cet acte le place instantanément dans le camp de la bourgeoisie, et des exploiters. Qu'il se dise « ennemi de la finance » ou pas.

Cette conception de la société - avec, pour le cas macroniste, une vision quasi-Thatchérienne qui présuppose quasiment que la société n'existe pas, qu'il n'existe que ceux qui possèdent tout et ceux qui ne sont rien - ne peut qu'être totalement antagoniste vis-à-vis des intérêts de la classe des exploités, sur laquelle elle s'appuie obligatoirement pour perdurer.

Et ici, la narrative est essentielle : il faut endormir les masses, leur faire croire que la lutte des classes n'existe pas, qu'il n'existerait que le « dialogue social » entre « partenaires ». Patrons et employés dans le même bateau, et entre partenaires on le sait, il ne peut y avoir de conflit...juste de la discussion, pour trouver le compromis.

Hélas pour le camp des exploiters et de la bourgeoisie, cette rhétorique ne prend plus. Le trop-plein d'injustices et la gabegie permanente des exploiters et de leurs serviteurs au gouvernement est devenu bien trop visible, et bien trop obscène. La lutte des classes se retrouve de fait au-devant de la scène. Quand plus de 40% des français sautent désormais un repas par jour, et que le nombre de travailleurs sous le seuil de pauvreté explose, toute entourloupe statistique ou même idéologique devient vaine. Et forcément, par suite de cette intensification, le gouvernement, allié du capital, prend le virage habituel qu'on lui connaît en cas de crise : il fait monter le fascisme, à la fois par calcul électoral mais aussi et surtout par une conscience cruciale que, ses intérêts étant directement menacés du fait de cette intensification de la lutte des classes, il doit désormais sortir son joker.

A chaque crise - obligée, un jour ou l'autre - du capital, c'est la même rengaine, bien qu'elle puisse prendre des formes différentes selon les époques et les contextes. Mais au final, le problème reste toujours le même : pour la bourgeoisie et ses alliés mieux valent la ruine, la guerre et le désastre que le progrès social, plutôt Hitler que le Front Populaire, et quand les circonstances historiques basculent c'est à chaque fois le même choix « éclairé » que font nos soi-disant « élites », et de ce point de vue la macronie ne déroge pas à la règle. En mettant dans le même panier l'extrême droite et les forces progressistes, et en refusant à la population tout débouché politique, le pouvoir précipite de larges pans de la population dans le plus grand désespoir.

Et après le désespoir, nous savons tous que les boucs-émissaires sont souvent recherchés, et trouvés, parmi les plus faibles et les plus atteints par la crise organique du capitalisme. Mais la crise actuelle est plus profonde encore, elle est une remise en question fondamentale du statu-quo néolibéral en place depuis la chute de l'URSS. Les Etats-Unis qui voient leur hégémonie contestée par d'autres puissances, en particulier la Chine n'hésitent plus à recourir à la force militaire pour assurer le contrôle des ressources stratégiques, comme on l'a vu récemment avec l'enlèvement de Maduro au Venezuela et l'agression contre l'Iran. Ce contexte est une aubaine pour les bourgeoisies du centre impérialiste vassalisées : en effet elles y trouvent un prétexte parfait pour lancer leurs pays dans une course à l'armement qui a pour double objectif de rehausser les taux de profits en berne et de justifier la destruction des système de protection sociale.

En France cela se matérialise par des budgets militaires historiquement hauts : la loi de programmation militaire adoptée en 2023 prévoit une hausse de 413 milliard d'euros entre 2024 et 2030, auxquels s'ajoutent des dépenses supplémentaires (7 milliard d'euros rien que pour 2026). Inutile de préciser que toutes ces dépenses se feront au détriment de la protection sociale, le gouvernement prévoit déjà de recruter ses futurs soldats parmi les plus précaires. Faute de pouvoir soigner, loger, éduquer et fournir du travail à sa jeunesse – en particulier sa jeunesse populaire – le capitalisme prévoit de l'envoyer mourir au front !

La France d'aujourd'hui se transforme ainsi en pays du désespoir pour des millions de concitoyens qui n'ont d'autre choix que de subir la politique gouvernementale, toujours plus régressive, et se retrouvent étranglés entre l'inflation, la stagnation des salaires et le détricotage des conquies du Conseil National de la Résistance retraites, assurance chômage, Sécurité Sociale...

Il est donc temps de passer à la vitesse supérieure : après le désaveu, le désamour, la critique, et même la haine, vient ensuite le temps des propositions, en vue d'imposer un contre-projet de société. Les médias possédés par une poignée d'oligarques ont beau jeu de rabâcher leur propagande belliciste et raciste à longueur de temps, voire suggérer à la fameuse opinion publique que c'est déjà plié, c'est en fait loin d'être le cas.

La perspective politique, elle est là, sous nos yeux : Le Régime Général de Sécurité Sociale, hérité du Conseil National de la Résistance, et propulsé par la pugnacité d'Ambroise Croizat, grâce aux millions de camarades de la CGT qui le créèrent en dix mois seulement, d'octobre 1946 à juillet 1947, nous montrent la voie. Quel meilleur point d'appui que le plus beau conquies des travailleurs, le chef-d'œuvre de notre camp, pour enfin retrouver l'espoir ? Loin du néo-keynésianisme en vogue depuis tant d'années, et popularisé par ceux qui incarnent « l'espoir électoral de la Gauche », il est aujourd'hui plus que temps d'ouvrir d'authentiques perspectives révolutionnaires, à même d'enfoncer un coin dans le capitalisme, qu'il soit « humanisé » ou pas...et ce afin de précipiter sa chute, mais pas que.

De le remplacer aussi dans le cœur de la population tout entière par quelque chose de désirable pour le plus grand nombre. Au-delà des fondamentaux à restaurer - par exemple avec la création d'un service public du médicament, géré par la nation sans qu'aucun intérêt privé puisse s'y

immiscer, préalable indispensable pour répondre de nouveau aux besoins de la population, tout en faisant échapper les budgets de l'Assurance maladie à la rapacité des labos privés -, les propositions politiques doivent obligatoirement dépasser le seul cadre institutionnel actuel.

Les Sécurités Sociales sectorielles sont un de ces premiers dépassements qui vont nous permettre, à terme, d'envoyer par le fond le Titanic du capitalisme qui prend l'eau de toutes parts. Grâce à l'adhésion populaire suscitée par la réponse aux besoins sociaux, réponse assise sur la valeur produite dans les entreprises, plutôt que sur fausses solutions que constituent les sempiternels idiots utiles d'extrême-droite, le camp du progrès social peut l'emporter.

Ces « nouvelles » Sécurités Sociales sont l'expression de l'autonomisation de la pensée politique populaire de Gauche, loin, très loin de l'aménagement du capitalisme bien timoré (et pour tout dire complètement inefficace, car de la même manière qu'on ne forcera jamais à un tigre à devenir végétarien, nous n'arriverons jamais à humaniser le capitalisme) que nous proposent tous les partis qui se réclament encore de « la gauche de gouvernement ».

Les Sécurités Sociales sectorielles, loin d'être une utopie, ou un nouveau rêve de théoriciens déconnectés du réel, sont déjà une réalité dans certains lieux. Et, de la même manière que Croizat et les camarades en 1945, ne créèrent pas le Régime Général de Sécurité Sociale du néant, dans un magnifique élan « d'union sacrée » entre communistes et gaullistes, contrairement à ce que la bourgeoisie veut nous faire avaler, les Sécurités Sociales sectorielles sont expérimentées aujourd'hui, dans nombre de cercles militants, hors de tout cadre institutionnel. Avant l'indispensable cadre législatif qui leur permettra de se généraliser, pour répondre aux besoins de la population sur tout le territoire.

Croizat n'a en effet fait que signer le décret permettant de prendre et de regrouper dans le Régime Général 700 des 1200 caisses de Sécu patronales, mutualistes et étatiques

qui existaient déjà, bien, bien avant 1945. Caisses qui n'étaient pas gérées par les travailleurs...

8. La vraie histoire d'une belle histoire

En effet, que ce soient les caisses d'allocations familiales (création patronale des années 1930, d'ailleurs conçue à la fois comme arme patronale contre les grèves et revendications ouvrières car elles subordonnaient le paiement des allocations à la présence sur le poste de travail, mais aussi comme outil démographique pour repeupler les usines dégarnies par la boucherie de 14-18) ou les mutuelles gérant les Accidents de Travail voire le risque maladie, certaines datant même de la fin du 19^e siècle...ou pire encore l'assurance retraite (avec plusieurs tentatives de créer une pension étatique dès 1910, pension réservée aux plus de 65 ans, que la CGT combattrait d'ailleurs avec le slogan « non à la retraite pour les morts »...), les communistes au pouvoir, sous l'impulsion de Croizat et des circonstances exceptionnelles du lendemain de la guerre, se saisirent purement et simplement de tous ces risques, de toutes ces possessions patronales et privées pour les gérer au service des besoins de la population, dans un Régime Général unifié, et ce sous les grands cris d'effroi conjoints du patronat et du gouvernement gaulliste.

La belle histoire de la Sécu que l'on raconte partout, Sécu qui serait une création commune issue d'un consensus entre communistes et gaullistes, face à un patronat qui ne pouvait rien dire car « il avait collaboré », ça n'est que ça : une belle histoire, une fable, destinée à noyer notre histoire ouvrière, l'histoire de notre classe, la vraie histoire de la plus belle conquête des travailleurs.

9. L'Alimentation, un droit politique

Aujourd'hui, nous sommes authentiquement à ce point de bascule où des choses sont en train de naître, alors que d'autres meurent : la Sécurité Sociale de l'Alimentation est typiquement le produit de ce désir de changement qui impacte la société tout entière, et que même les médias mainstream ne peuvent désormais ignorer. De plus en plus de néo-ruraux refusent purement et simplement de faire (n'ayons pas peur des mots) de la merde pour le capital, et s'installent en agriculture biologique, avec des techniques éprouvées (permaculture, respect du vivant et du lieu, localisme...). Mais, dans un système dominé par l'agrobusiness, il est difficile sinon d'en vivre, au moins d'en vivoter.

A l'autre bout de la chaîne, de nombreux citoyens se voient aujourd'hui menacés dans leur vie par une inflation alimentaire galopante, et une agro-industrie qui voit tous ses caprices validés par le gouvernement. Les prix des denrées s'envolent, et les plus pauvres sont touchés : l'alimentation industrielle, en plus de bousiller le vivant, les terres arables et notre avenir, détruit aussi la santé de ceux qui n'ont pas d'autres moyens pour se nourrir que d'y avoir recours.

Il y a même pire : au prétexte qu'il ne faudrait surtout pas laisser les pauvres mourir de faim, les mécanismes européens d'aide alimentaire tournent à plein régime, mais là aussi, il ne s'agit surtout pas d'émanciper les travailleuses et travailleurs, réduits à l'état de simples consommateurs. Il s'agit bien d'écouler des stocks, les stocks issus de la surproduction de l'agro-industrie, et pour lesquels il n'y avait plus de débouchés : sinon comment voire autrement les récents contrats passés par plusieurs multinationales de l'agroalimentaire avec l'Union Européenne, et ce pour plusieurs milliards de dollars annuels ? La faim est aujourd'hui un business bien rentable, et cette situation n'est plus tenable.

C'est là que la Sécurité Sociale de l'Alimentation s'oppose frontalement à l'aide alimentaire : de la même manière que le Régime Général de Sécurité Sociale a émancipé les travailleurs de la peur du lendemain, en les couvrant contre tous les aléas de la vie qui faisaient peser une épée de Damoclès au-dessus de leur tête à tout instant, la Sécurité Sociale de l'Alimentation pose le droit politique au milieu de l'assiette. Les citoyens ne sont pas des assistés, ils ne quémandent ni ne demandent rien, ils participent de facto au processus productif grâce à leur force de travail, mais sont exclus de la décision, et encore plus de la gestion des moyens productifs.

Et c'est bien là que le bât blesse : les citoyens ne veulent plus que la production de nourriture se fasse au détriment du vivant, de leur avenir, et de celui de leurs enfants. Ils ne veulent plus d'un modèle qui détruit la planète autant que leur santé, et tout ça bien sûr, au profit de quelques privilégiés hors-sol, qu'ils soient capitaines d'industrie, actionnaires de multinationales ou même syndicalistes de l'agrobusiness, tous déterminés à défendre ce modèle mortifère becs et ongles, jusqu'à la fin, et après eux le déluge.

Les premières caisses de Sécurité Sociale de l'Alimentation sont donc construites, dès aujourd'hui, sur un principe simple : reprendre la main

localement et démocratiquement, ôter l'initiative à la classe capitaliste en matière d'alimentation. Car se nourrir, ça n'est pas juste consommer : c'est aussi un ensemble de pratiques culturelles, sociales, voire politiques dans certains cas... On ne se nourrit pas parce que l'on mange : si tel était le cas, on pourrait aller tous les jours au Mac Donalds... mais que se passerait-il au bout de quelques temps ?

Se nourrir suppose donc une conscientisation de l'acte même de manger, une intégration de tout ce qui fait notre Humanité, et notre droit à la préserver, de la manière qui nous convient le mieux, et ce en toute autonomie, loin des logiques de prédation et d'assistance dans lesquelles les capitalistes adorent nous enfermer.

Se nourrir est bien un droit politique, du moins il va falloir que ça le devienne ; et pour cela il faut sortir de l'alimentaire pour aller vers l'alimentation.

Alors bien sûr de multiples écueils subsistent, dans toutes ces initiatives locales qui d'ores et déjà fleurissent un peu partout, avec plusieurs acteurs qui refusent désormais, tous ensemble, de continuer dans la voie de la FNSEA et de ses sbires : que ce soit les néo-ruraux dont nous venons de parler plus haut, des militants politiques ou associatifs, ou encore de simples citoyens qui ont de plus en plus de mal à se nourrir convenablement, tous mettent en œuvre, à leur niveau, cette réflexion politique au travers de la construction des premières Caisses de Sécurité Sociale de l'Alimentation - ou SSA -, sous forme associative ou coopérative.

Animés par les principes des fondateurs du Régime Général de Sécurité Sociale, ils réfléchissent sur le Conventionnement des producteurs alimentaires selon un cahier des charges très strict, et participent ensemble à la gouvernance du système via des assemblées, conseils, commissions...dont sont exclus tous les rapaces capitalistes qui parfois, aimeraient bien y entrer, car ils ont évidemment flairé le nouveau « marché » potentiel de ce type de démarche.

Ces pionniers réfléchissent aussi sur le mode de financement : idéalement bien sûr, ce serait la cotisation, mais faute de ne pas avoir encore de nouvel Ambroise Croizat au ministère, pour l'instant ils se débrouillent. Annulations de dettes municipales ou subventions locales comme à Cadenet¹⁴ dans

14 Collectif pour une Sécurité sociale de l'alimentation, « Initiative : Au Maquis », securite-sociale-alimentation.org, consulté le 28 juin 2026, <https://securite-sociale->

le Vaucluse, ou subventions départementales et régionales comme à Montpellier ou Bordeaux¹⁵, aucun obstacle ne les arrête pour démarrer la chose, et la conduire, de manière authentiquement démocratique.

Et finalement, là aussi ils ont compris l'essentiel, ils ont tiré les leçons de l'expérience du Régime Général : ça n'est pas parce que le pouvoir politique n'est pas encore de notre côté, qu'il ne faut rien faire et rester là à se lamenter sur la toute-puissance de l'industrie agroalimentaire. C'est bien au contraire maintenant qu'il faut agir, de manière à ce que pas un coin du territoire ne se retrouve sans initiative, sans caisse de SSA... Que pas un habitant de ce pays n'ait pas compris les principes de conventionnement démocratique, d'unicité, d'universalité... de manière à ce que dès que la fenêtre de tir législative s'ouvrira - et elle s'ouvrira forcément un jour où l'autre, d'une manière ou d'un autre -, l'héritier d'Ambroise Croizat au pouvoir n'aura plus qu'à signer le décret qui actera la création de la Sécurité Sociale de l'Alimentation, et reprendre les centaines de caisses locales, pour les insérer dans le Régime Général.

De la même manière que le firent les anciens en 1945 avec la médecine libérale, ils enfonceront alors un nouveau coin décisif dans le système agro-industriel mortifère qui détruit cette planète et nos vies.

10. Extension du domaine de la lutte : et le salaire ?

Aujourd'hui de très nombreux militants, partout dans le pays, réfléchissent à la généralisation de ces principes politiques sur des besoins de première importance. Des besoins essentiels, livrés à la rapacité marchande, générateurs des pires souffrances, et qui constituent le cœur de nos sociétés inégalitaires. Que ce soit dans le domaine du logement, de la culture, des transports, voire celui de la fin de vie, des Sécurités Sociales sectorielles sont en réflexion, avec à chaque fois les mêmes principes cardinaux chevillés au corps : cotisation pour socialiser la valeur produite, conventionnement pour

alimentation.org/initiative/au-maquis/.

15 « Le département de la Gironde et Bordeaux vont tester une Sécurité sociale de l'alimentation en 2024 », France Bleu, 22 mai 2023, <https://www.francebleu.fr/infos/societe/le-departement-de-la-gironde-et-bordeaux-vont-tester-une-securitesociale-de-l-alimentation-en-2024-8909324>.

subvertir le système de l'intérieur, et démocratie sociale par la gestion ouvrière, des premiers intéressés par eux-mêmes.

Rajoutons sur la table le principe du salaire à vie¹⁶, qui s'oppose ici aussi frontalement au revenu universel porté un temps par le PS, et que ne renierait pas un Macron en fin de carrière. Ici aussi, la nature des choses est fondamentalement différente : côté revenu universel, il s'agit bien d'enfermer encore plus les travailleurs dans la charité et l'assistance en leur ôtant toute envie de revendiquer par l'octroi d'un pécule minimum destiné à assurer leur survie... Ce revenu universel permettant bien sûr, d'accompagner la fin des droits collectifs liés au statut de salarié, de manière à ubériser le plus grand nombre possible de travailleurs sans trop de « conflits sociaux ».

Alors que le salaire à vie porté par certains militants permet d'octroyer à tout citoyen dès l'âge de 18 ans, et jusqu'à sa mort, un niveau de qualification lié à sa personne, avec une échelle de salaire de 1 à 3, avec un salaire minimum de 1800 euros nets. Ce type de dispositif est aujourd'hui porté dans le champ syndical avec le 100% sécu : c'est la revendication d'intégrer directement le droit à l'Emploi sous forme de Service Public directement intégré dans le Régime Général de Sécurité sociale. Un droit à l'emploi qui comprend deux volets : l'indemnisation, pour tous les privés d'emploi à partir de 18 ans, qu'ils soient primo demandeurs ou non. Rien que ce premier point signifie la fin immédiate du chantage à l'emploi, outil préféré du capital pour diviser les travailleurs. Le second volet comprend le regroupement de la myriade d'organismes publics et parapublics destinés aujourd'hui à gérer le marché de l'emploi, pour le sortir de la marchandise justement, et lui offrir un réel objectif de réponse aux besoins. Intégration des Missions Locales, de France Travail, et de tous leurs personnels directement dans le Régime Général, avec des moyens à la hauteur des besoins. Avec la généralisation de ce dispositif, ça en serait tout bonnement fini de la rémunération liée à l'activité, donc du chantage à l'emploi, du chômage, des formations destinées à produire du maquillage statistique... et cela permettra à chaque citoyen de pleinement se revendiquer comme travailleur, mais surtout de participer à la production selon ses moyens.

16 « Débat : Le travail, salaire à vie ou revenu universel, du pareil au même ? », France Culture, Radio France, 12 mai 2017, <https://www.radiofrance.fr/franceculture/debat-le-travail-salaire-a-vie-ou-revenu-universel-du-pareil-aumeme-1619563>.

C'est l'authentique mouvement d'émancipation des travailleurs qui est à l'œuvre ici : en posant le principe politique du droit au salaire, sur les mêmes bases que les Sécurités Sociales sectorielles, ce programme politique replace les travailleurs au centre de l'économie. Il n'est désormais plus question d'accompagner ou de domestiquer le capitalisme : il s'agit de le mettre à terre, et de démontrer qu'un autre monde est possible, par des propositions politiques concrètes, au travers d'un projet politique construit, désirable, à même de remporter l'adhésion du plus grand nombre.

11. De l'indispensable conscientisation...le carburant de nos luttes

On comprend alors pourquoi la bourgeoisie et ses alliés n'ont eu de cesse, depuis 1945, d'invisibiliser l'histoire d'Ambroise Croizat et du Régime Général de Sécurité Sociale. Il s'agissait bien d'escamoter comment une classe ouvrière déterminée, largement politisée et consciente de ses intérêts a pu se saisir des richesses produites, pour les mettre au service du plus grand nombre, au travers de mécanismes innovants mais avant tout avec des positions politiques en rupture radicale avec le chacun pour soi proposé par les tenants de la démocratie bourgeoise.

Il est temps de se réapproprier cette glorieuse histoire, non pas pour la pleurer, ou organiser son enterrement...mais bien pour la prolonger, en la popularisant auprès des masses.

La réappropriation de cette histoire oubliée permettra de remettre au goût du jour un des éléments centraux qui a fait gagner la classe des exploités : l'éducation populaire.

Il va falloir le marteler encore et encore : la prise de conscience que l'on fait partie des exploités n'est possible que parce qu'une organisation de masse et de classe aura fait le travail en ce sens. Il y a désormais presque cinquante ans, un certain Parti Communiste Français faisait ce travail...

Qui se rappelle qu'avant le congrès de 1976 (et son virage électoraliste en vue des présidentielles de 81), le PCF gérait plusieurs centaines de quotidiens de presse locaux ? Qu'il avait à sa main plusieurs dizaines de théâtres, de cinémas, de lieux d'expression populaire où la culture ouvrière était non seulement diffusée, mais aussi continuellement créée et renouvelée au quotidien auprès des exploités, après leur dure journée de travail ? Cette

culture partagée rejaillissait forcément dans le monde du travail : les cellules d'entreprise la diffusaient à leur tour au plus près du poste, du chantier, de l'atelier. Tout ceci était également nourri par le haut : combien d'intellectuels, organiques ou non, proposaient de nouvelles pistes, produisaient de nouvelles réflexions, alimentant ce bouillon de culture en perpétuelle (r)évolution ?

Croit-on que les 5 millions de camarades qui créèrent le Régime Général de Sécurité Sociale littéralement de leurs mains, le firent hors de tout cadre conscientisé ? Tout ce mouvement relevait bien d'une énergie commune, d'une culture de classe commune, dont la flamme était savamment entretenue car tous étaient conscients que le carburant essentiel des luttes, c'est la culture. Aujourd'hui, la seule culture dans laquelle nous baignons continuellement c'est la culture bourgeoise : elle imprègne tout, et ses effets sont visibles partout, jusque dans nos luttes, et dans les productions intellectuelles de notre camp.

On peut déplorer l'individualisme, le consumérisme, le racisme, tous les -ismes auxquels on peut songer...mais ce qui paralyse notre classe, la cause première qui empêche sa conscientisation massive, c'est bien au fond l'esprit mesquin du boutiquier des fameuses « Lumières » du XVII^e siècle. Ce mouvement qu'on nous présente comme parfait, exempt de défauts (ce qui en dit long sur son origine !) était bien l'expression de son époque, l'expression de la conscientisation de la bourgeoisie en tant que classe sociale montante, aspirant à renverser l'ancienne classe nobiliaire qui était en crise.

Alors bien sûr, tout n'est pas à jeter dans ces fameuses Lumières (qui rejetterait le progrès technique, les sciences ou encore la liberté de pensée ?), mais il n'empêche : on reconnaît un arbre à ses fruits. Aujourd'hui la bourgeoisie continue encore de s'accrocher avec férocité à ses privilèges, dans un système non plus seulement en crise mais carrément en déliquescence... car cette culture est avant tout un ciment.

Et autant un ciment agrège des éléments qui autrement seraient épars, autant il prémunit l'édifice contre les éléments extérieurs, fussent-ils les plus extrêmes. La culture bourgeoise dans laquelle nous baignons depuis plusieurs siècles imprègne tout à un tel point qu'elle permet au système de tenir, alors qu'autour de lui tout est en train de s'effondrer, voilà la vérité. Mais cela ne suffit pas : pour que la bâtisse soit enfin démolie et rasée, il faut

en proposer une autre à la place. Un autre imaginaire, un lieu désirable, un endroit sûr.

Et cet endroit, c'est le Communisme.

C'est la planification économique, écologique et sociale, tout étant lié.

C'est le partage, et la satisfaction des besoins sociaux avant toute autre considération, face à la folie du profit généralisé et du tous contre tous.

C'est un monde désirable et désiré, parce qu'envisagé. Pas subi, parce qu'il n'y aurait aucune autre alternative.

Le Régime Général de Sécurité sociale incarne à merveille ce paradigme : un lieu d'utopie devenu concret, pensé dans nos têtes, réalisé à la force nos mains.

Un nouveau temps des cerises.

Pour aller plus loin :

- Nicolas Da Silva, La bataille de la Sécu. Une histoire du système de santé, Éditions la Fabrique. Éditions la Fabrique, Paris, 2022.
- Michel Dreyfus, Michèle Ruffat, Vincent Viet, Danièle Voldman avec la collaboration de Bruno Valat, Se protéger, être protégé. Une histoire des assurances sociales en France, , Presses universitaires de Rennes, coll. « Histoire », 2006.
- Bernard Friot, Puissances du Salarial, Points, Paris, 2021.
- Laura Petersell, Kévin Certenais, Régime général, pour une sécurité sociale de l'alimentation, Saint-Etienne, Riot Edition, 2021.

*Les brochures de l'Union pour la Reconstruction Communiste (URC),
en co-édition avec le Cercle Manouchian :*

- Brochure n°1. Trump, la marche du capitalisme sénile vers la guerre. Comprendre les mutations rapides et inédites des rapports de force mondiaux, la fascisation et la militarisation (mars 2025).
- Brochure n°2. Racisme et quartiers populaires. Les jeunesses de France face au racisme contemporain (juillet 2026).
- Brochure n°3. Une introduction sur le fascisme (juillet 2026).



***Supplément du Manifeste,
en co-édition avec le Cercle Manouchian***

urcommuniste.fr · urc@communistesdefrance.fr

9 rue St André 13014 Marseille

Prix indicatif : 5€